

6 février 2025

Appel pour une action rapide contre les PFAS !

Les ONG WECF France et Génération Futures, ainsi que 32 organisations actives dans les domaines de l'environnement et de la santé, appellent le gouvernement en lui adressant [une lettre](#), à agir de toute urgence suite aux révélations choquantes du [Forever Lobbying Project](#). Ce projet a mis en évidence le lobbying orchestré par l'industrie chimique pour continuer à utiliser le groupe très nocif des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), appelés aussi « polluants éternels » et pour tenter d'affaiblir les réglementations européennes et nationales en construction. Nos organisations unissent leur voix et se mobilisent pour que le processus décisionnel se concentre désormais sur la protection des personnes et de l'environnement, en s'appuyant sur des données scientifiques et factuelles indépendantes, et non sur la pression exercée par des entreprises qui ont tout intérêt à maintenir le statu quo.

Nous savons désormais que les PFAS sont présents dans de très nombreux produits de notre quotidien, qu'ils contaminent nos sols, nos eaux et nos organismes. En France, il existe de nombreux [hotspots](#) de pollution qui mettent les populations en danger. Depuis plus de 20 ans, les scientifiques nous [mettent en garde](#) contre leur dangerosité en raison de leur extrême persistance dans l'environnement et dans nos corps. En effet, les [études scientifiques](#) s'accumulent démontrant que les PFAS ont la capacité d'affecter les grands systèmes du corps humain (immunitaire, endocrinien, nerveux, métabolique et reproductif). Ces substances peuvent aussi présenter des risques particuliers pour les femmes enceintes et les enfants. Le lien entre l'exposition aux PFAS et une dégradation de la fertilité chez les femmes est bien documenté.

En outre, si les entreprises sont autorisées à continuer de polluer, selon le Forever Lobbying Project, le coût de la dépollution dans l'ensemble de l'Union européenne sera exorbitant : 100 milliards d'euros par an, sans compter d'autres coûts sociétaux tels que les [52 à 84 milliards d'euros](#) par an de frais de santé liés à l'exposition aux PFAS, chiffre largement sous-estimé.

Nous demandons à nos dirigeants :

1. De soutenir l'adoption de la [proposition de loi 2024 n°161](#) visant à protéger la population française des risques liés aux PFAS. La loi actuellement débattue au Parlement, bien qu'elle constitue un premier pas nécessaire, reste limitée et ne doit être considérée que comme un point de départ vers une restriction universelle des PFAS
2. De soutenir fermement la [proposition de restriction universelle](#) des PFAS présentée par l'Allemagne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, et la Suède, et refuser les appels à l'édulcorer
3. De mettre fin aux ingérences des industriels en assurant la transparence du processus décisionnel.
4. D'accélérer l'élimination de toutes les utilisations "non-vitales" des PFAS et soutenir le développement d'[alternatives](#) sûres et de technologies moins impactantes
5. De veiller à ce que les citoyennes et citoyens soient correctement informés des sources d'exposition aux PFAS et des risques encourus.

Contacts :

- **Sylvie Platel**, responsable Pôle plaidoyer Santé-Environnement & Genre, WECF France + 33 6 60 38 20 60
- **François Veillerette**, porte-parole, Génération Futures, +33 6 81 64 65 58

WECF France est l'antenne française de WECF Women Engage for a Common Future, réseau international d'organisations dont le but est de « Construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable » et un avenir sans produits chimiques.

GENERATIONS FUTURES est une association de défense de l'environnement dont l'objectif est de dénoncer les effets néfastes des polluants chimiques et de promouvoir leurs alternatives.